

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.3/31/5
15 octobre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Trente et unième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

OCT 19 1976

UN/SA COLLECTION

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Protection des droits de l'homme au Chili

Lettre datée du 13 octobre 1976, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la déclaration publique
suivante faite, à la date du 11 octobre 1976, par la Cour suprême de Justice du
Chili :

"La Cour suprême, réunie en séance plénière à Santiago le 11 octobre 1976, sous la présidence de M. José María Eyzaguirre et en la présence de MM. les ministres Ortiz, Bórquez, Maldonado, Ramírez, Rivas, Correa, Erbetta, Ulloa, Aburto, Zúñiga et Meersohn, a pris connaissance de la note No 866 du Ministre de la justice, datée de ce jour, transmettant une communication du Ministre des affaires étrangères dans laquelle sont transcrits certains paragraphes du rapport du Groupe de travail chargé par la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies d'enquêter sur la situation actuelle concernant les droits de l'homme au Chili et, eu égard à la fausseté de certaines affirmations concernant le pouvoir judiciaire dans notre pays et plus particulièrement la Cour suprême, qui révèlent une méconnaissance absolue de la législation et de la jurisprudence chiliennes, a décidé de faire la déclaration publique ci-après :

a) Il est affirmé, ce qui mérite d'être noté, que le décret-loi No 527 énonce parmi les attributions spéciales du Président de la junte de gouvernement 'la supervision de la conduite des juges et du personnel auxiliaire du pouvoir judiciaire'. Le décret-loi No 527 du 17 juin 1974 stipule que 'le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la junte de gouvernement, lequel, portant le titre de Président de la République chilienne, administre l'Etat et est le chef suprême de la nation, avec les pouvoirs, attributions et prérogatives que ce statut lui confère'. A l'alinéa 2 de son article 10, le décret dispose qu'il relève des attributions spéciales du Président :

'4) de surveiller la conduite professionnelle des magistrats et autres agents du pouvoir judiciaire et à cette fin de requérir de la Cour suprême qu'elle

déclare, s'il y a lieu, que leur conduite est fautive...'. Ce texte reprend exactement celui de l'alinéa 4 de l'article 72 de la Constitution politique de l'Etat qui est en vigueur au Chili depuis 1925, et est analogue à l'alinéa 3 de l'article 82 de la Constitution politique de 1833. Il n'est donc pas exact de dire que c'est le décret-loi No 527 de 1974 qui a conféré au Président de la République un pouvoir nouveau, puisque ce pouvoir existe au Chili depuis 1833. En tout cas, on ne peut affirmer sans faire entorse à la vérité que le chef de l'Etat a le pouvoir de révoquer les magistrats et les auxiliaires de justice, car c'est la Cour suprême qui est seule investie de ce pouvoir. L'indépendance du pouvoir judiciaire est donc intégralement maintenue puisqu'il appartient uniquement à son organe suprême de décider s'il y a lieu ou non de révoquer un magistrat ou de le déclarer non qualifié. Il est également inexact de dire qu'en vertu du pouvoir qui est conféré depuis 1833, répétons-le, au Président de la République, 24 magistrats ont été révoqués, puisque les destitutions qui ont été en fait prononcées l'ont été dans le cadre de l'examen annuel de la situation des magistrats que la Cour suprême effectue au mois de janvier depuis de nombreuses années, en l'absence de toute intervention du pouvoir exécutif, parce que la loi l'y oblige ou parce que le tribunal suprême a, pendant l'année, déclaré leur conduite fautive conformément aux dispositions de l'article 85 de la Constitution politique de 1925. Il convient d'ajouter que la Cour suprême, après avoir procédé à l'enquête prescrite, a maintenu dans leur charge certains magistrats dont le pouvoir exécutif avait invoqué la mauvaise conduite devant la Cour, comme tout citoyen peut le faire. En outre, il faut savoir que le décret-loi No 527, celui-là même qui est cité dans le rapport, stipule en son article 3 : 'Le pouvoir judiciaire est constitué et exerce ses fonctions dans la forme et avec l'indépendance et les pouvoirs que prescrivent la Constitution politique de l'Etat et les lois de la République'. Parmi ces lois, l'article 12 du code organique des tribunaux, qui est resté intégralement en vigueur au Chili depuis plus d'un siècle, énonce ce qui suit : 'Dans l'exercice de ses fonctions, le pouvoir judiciaire est indépendant de toute autre autorité'.

b) Il est absolument faux que l'attitude du pouvoir judiciaire en général et de la Cour suprême en particulier au sujet des arrestations auxquelles le pouvoir exécutif peut procéder tant que l'état de siège est maintenu ont changé depuis le 11 septembre. Les arrestations ordonnées par l'exécutif en vertu de l'état de siège étant parfaitement légales, la position et la jurisprudence des tribunaux n'ont jamais varié, étant donné qu'il s'agit d'un pouvoir que le Président de la République tient de la constitution et à l'exercice duquel les tribunaux ne peuvent faire obstacle sous peine de violer l'article 4 de ladite Constitution et de l'article 4 du code organique des tribunaux. Toutefois, lorsqu'ils ont eu à juger un recours en amparo formé par une personne touchée par une telle mesure, les tribunaux et la Cour suprême elle-même ont toujours veillé à la stricte application des règles constitutionnelles et juridiques qui régissent la privation de liberté, rendant la décision qu'ils estimaient fondée en droit. Il est en outre inexact d'affirmer que le Ministère de l'intérieur peut retarder autant qu'il le veut l'instruction d'un recours en amparo, étant donné que, s'il ne présente pas son rapport dans des délais raisonnables, le tribunal compétent exige de lui qu'il le lui envoie dans les délais les plus courts et que le Ministère se conforme à cette exigence. On ne peut donc affirmer, comme le fait le rapport, que le pouvoir judiciaire fait preuve de pusillanimité au Chili.

/...

c) On trouve dans le rapport des appréciations vagues et, partant, dénuées de tout fondement, au sujet de la lenteur de la procédure, mais tel ne peut être le cas étant donné que les dossiers sont expédiés de la manière prescrite par la loi et que, d'autre part, la Cour suprême, dans l'exercice de ses pouvoirs inaliénables qu'aucune autorité ne vient entraver, veille à la régularité de la procédure.

d) Il faut tenir pour absolument fausse et manifestement motivée par le parti-pris l'affirmation qu'aurait faite M. John Carro, juge intérimaire à la Cour suprême de l'Etat de New York, selon laquelle un juge qui avait conduit le procès de 20 personnes et qui avait acquitté quatre d'entre elles aurait été incarcéré le lendemain pour ce motif. La Cour suprême de justice peut affirmer de la façon la plus catégorique qu'aucun membre du pouvoir judiciaire au Chili n'a été emprisonné à cause des jugements qu'il a rendus et que, bien au contraire, le pouvoir exécutif s'est conformé à toutes les décisions rendues par les tribunaux ordinaires, qu'elles lui aient été favorables ou non. Quiconque connaît le passé du peuple chilien et l'honnêteté et l'intégrité des hommes qui administrent la justice dans ce pays n'a besoin d'aucune explication pour être convaincu de la fausseté de cette atroce tromperie.

e) Le même M. Carro aurait dit que le Président de la Cour suprême, M. Eyzaguirre, a reconnu qu'il n'existe pas au Chili de pouvoir judiciaire indépendant, ce qui est absolument faux, M. Eyzaguirre n'ayant jamais rien affirmé de tel. Prétendre, comme le fait M. Carro, que M. Eyzaguirre a reconnu l'existence de la torture, c'est déformer ses paroles; ce que M. Eyzaguirre a dit réellement, c'est que lorsqu'il avait été établi que des tortures avaient été infligées, les coupables avaient immédiatement été condamnés par les tribunaux militaires, sans que les tribunaux ordinaires aient à intervenir."

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note comme document de l'Assemblée générale au titre du point 12 de son ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ismaël HUERTA
Vice-Amiral
